



En Bref

Énergie

- Le Ministre de l'électricité, R.K. Singh, encourage à développer massivement de nouvelles capacités de production électrique, y compris des centrales au charbon, pour faire face à la forte hausse de la demande électrique qui serait portée par la croissance économique du pays.
- Le ministère indien du charbon a identifié vingt mines de charbon désaffectées pour étudier la faisabilité de construction de stations de transfert d'énergie par pompage.

Transport

- Le ministère des industries lourdes actualise la liste des composants d'infrastructure de recharge de véhicules électriques qui devront être progressivement fabriqués en Inde pour bénéficier des subventions prévues dans le programme de soutien à l'électrification des véhicules.
- Le ministère de l'électricité explore un mécanisme de recharge intelligente bidirectionnelle des véhicules électriques pour équilibrer le réseau.

Ville

- L'Inde obtient un prêt de 400 M USD de la Banque Asiatique de Développement pour la mise en place de réformes de politiques publiques en matière de développement urbain.
- L'état fédéré de l'Odisha lance un centre de données hydrologiques pour une gestion efficace de l'eau.

Environnement

- Les experts de différentes institutions recommandent l'adoption d'une approche holistique sur le long terme pour lutter contre la pollution atmosphérique dans la région de Delhi.

- Des experts demandent aux gouvernements national et de l'Odisha de mettre en place des mesures de protection pour faire au déclin alarmant de la population de limules dans les eaux côtières et les mangroves de l'Odisha.
- L'Inde lance un système d'échange volontaire de crédits verts récompensant les activités vertueuses pour l'environnement mais des précisions sur sa mise en œuvre restent à définir.

Numérique

- L'Etat indien annonce que 27 entreprises vont bénéficier du nouveau programme d'incitation à la production locale de matériel informatique.
 - Le projet de loi indien « Broadcasting Services Regulation » soulève des inquiétudes sur l'ampleur de la régulation des services par contournement et sur la nature du régulateur.
 - La société d'internet par satellite OneWeb a reçu l'autorisation de lancer des services commerciaux en Inde.
 - La société française Thomson Computing et son partenaire indien Sahasra Group ont été approuvés dans le cadre de la PLI 2.0 pour la fabrication de matériel informatique en Inde.
- 

Énergie

Le Ministre de l'électricité, M. R.K. Singh, encourage à développer massivement de nouvelles capacités de production électrique, y compris des centrales au charbon, pour faire face à la forte hausse de la demande électrique qui serait portée par la croissance économique dynamique du pays.

Les ministres de l'énergie des États fédérés et des territoires de l'Union indienne, sous la présidence de M. R.K. Singh, le ministre de l'électricité et des Énergies nouvelles et renouvelables de l'Union se sont réunis le 6 et 7 novembre dernier dans le cadre de la conférence nationale sur l'énergie. Le Ministre RK Singh a présenté les priorités du gouvernement pour répondre à la forte hausse de la demande électrique, en particulier des pics de consommation journaliers et saisonniers d'électricité, la demande électrique étant portée par la rapide croissance de l'économie indienne.

Les principaux enjeux évoqués comprenaient la croissance rapide de la demande d'électricité en Inde, la nécessité d'ajouter des capacités de production pour répondre à cette demande, les défis liés à l'utilisation accrue du charbon malgré la pression internationale pour réduire son utilisation, l'importance de promouvoir les énergies renouvelables, et la nécessité de renforcer les infrastructures de distribution et de transmission d'électricité. En matière d'addition de capacités de production électrique, R.K. Singh a précisé que le pays aurait besoin de 80 GW de capacités thermiques au charbon au lieu des 25 GW initialement prévus. Sur l'année fiscale 2023-2024, la capacité de production électrique augmentera de 30 GW dont 10 GW provenant des centrales à charbon.

Les mesures phares incluent l'incitation à accélérer la mise en service de projets d'énergie conventionnelle et renouvelable, la recommandation aux États de maintenir des stocks de charbon adéquats pour répondre à la demande croissante, la suggestion de déplacer la demande électrique agricole durant les heures d'ensoleillement pour conserver les capacités de production thermique pour les besoins nocturnes, l'importance de réduire les pertes dans le réseau de distribution via notamment le déploiement de compteurs intelligents, la promotion du stockage d'énergie, en particulier des Stations de Transfert d'Énergie par Pompage (STEP) pour garantir une énergie renouvelable

en continu, et l'encouragement aux États à former des comités de transition énergétique pour atteindre les objectifs ambitieux de transition énergétique.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le ministère indien du charbon a identifié 20 mines de charbon désaffectées pour étudier la faisabilité de construction de stations de transfert d'énergie par pompage.

Le ministère du Charbon lance un plan pour développer des projets de Station de Transfert d'Énergie par Pompage (STEP) dans des mines de charbon abandonnées. Cette approche permettrait de tirer parti des avantages économiques d'un vaste espace foncier et d'un investissement inférieur à celui qu'aurait nécessité un tel projet sur un site conventionnel. Le développement de STEP pour stocker l'énergie permet de répondre à l'intermittence des renouvelables, en particulier le solaire. Plus de 200 mines désaffectées offrent un potentiel, avec une grande superficie de terrain disponible. Des études de faisabilité ont été lancées sur plus de 20 mines abandonnées, et des consultations avec les parties prenantes sont prévues pour finaliser les modèles économiques tels que la fourniture de contrats pour les services d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction et l'établissement de partenariats public-privés. Cette stratégie s'inscrit dans les engagements du Ministère à promouvoir le développement durable, à optimiser l'utilisation des ressources et à réduire l'empreinte carbone du secteur du charbon, tout en assurant une distribution stable et continue d'électricité.

[En savoir plus](#),

Transport

Le ministère des industries lourdes actualise la liste des composants d'infrastructure de recharge de véhicules électriques qui devront être progressivement fabriqués en Inde pour bénéficier des subventions prévues dans le programme de soutien à l'électrification des véhicules.

Le 7 novembre, le ministère des industries lourdes a publié une liste actualisée de composants de chargeurs de véhicules électriques qui devront être progressivement fabriqués en Inde dans le cadre de la Phase-II du programme de soutien à l'électrification des véhicules en Inde (FAME- « *Faster Adoption and Manufacturing of*

(Hybrid and) Electric Vehicles in India"). Le programme FAME II actuel se termine en mars 2024 et se concentre sur l'électrification des transports publics et des véhicules professionnels via des aides à l'achat de véhicules électriques, au moins partiellement fabriqués en Inde. La publication de la liste des composants d'équipements de recharge de véhicules électriques à fabriquer progressivement en Inde est amené à soutenir l'un des volets du FAME II qui est le développement de l'infrastructure de recharge. En effet, pour bénéficier des subventions sur l'installation d'infrastructure de recharge de véhicules électriques, les entreprises devront d'ici le 1^{er} décembre 2024 avoir au moins 50% de la valeur ajoutée sur ces composants.

[En savoir plus](#)

Le ministère de l'électricité explore un mécanisme de recharge intelligente bidirectionnelle des véhicules électriques pour équilibrer le réseau.

Le ministère de l'Électricité étudie la mise place d'un mécanisme de recharge intelligente pour les véhicules électriques utilisant la technologie bidirectionnelle permettant à la fois de recharger les véhicules et de transférer l'électricité des batteries vers le réseau. Selon le ministère, cette approche permettrait de gérer non seulement les pics de la demande électrique pour les recharges, mais aussi d'aider à l'équilibrage du réseau qui est amené à intégrer près de 50% d'énergies renouvelable intermittentes. Dans ce contexte, les véhicules électriques sont considérés comme une des solutions facilitant l'intégration des énergies renouvelables intermittentes sur le réseau.

La *Central Electricity Authority* (CEA), administration technique en charge de conseiller le ministère de l'électricité, souligne dans un rapport sur la connexion des batteries des véhicules électriques au réseau que ces derniers peuvent agir comme des sources de stockage décentralisées, offrant une flexibilité supplémentaire pour diminuer les fluctuations de charges sur le système électrique. Le rapport explique que la recharge intelligente, qui optimise le processus de recharge en fonction des contraintes du réseau de distribution, des sources d'énergie renouvelable distribuées et des préférences des clients, peut contribuer à atténuer les fluctuations de tension sur le réseau national qui intègrera une forte part d'énergies renouvelables intermittentes. Cependant, des défis subsistent, notamment la nécessité d'une réglementation pour définir le rôle des propriétaires des véhicules électriques puisqu'ils se comporteraient comme des acteurs de la production et du stockage d'électricité. Il restera

également à clarifier les mécanismes de compensation pour les services qui seront fournis au réseau.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Ville

L'Inde obtient un prêt de 400 M USD de la Banque Asiatique de Développement pour la mise en place de réformes de politiques publiques en matière de développement urbain.

L'Inde reçoit un prêt de 400 M USD de la Banque Asiatique de Développement pour le deuxième volet de son programme de réforme du développement urbain. Le premier volet visait principalement à soutenir la mise en place de réformes au niveau national, tandis que le second volet mettra en œuvre des réformes au niveau des États fédérés et des collectivités locales urbaines. L'objectif principal de ce second volet est de financer les réformes de politiques publiques contribuant à l'accès universel aux services d'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement dans le cadre du programme national Atal Mission for Rejuvenation and Urban Transformation 2.0 (AMRUT 2.0). Cette seconde édition du programme AMRUT, lancée en octobre 2021 et dotée de 8,4 Mds EUR sur 5 ans est destinée à améliorer les infrastructures de base (eau, déchets, transport, espaces verts) dans 500 villes de plus de 100 000 habitants. Les collectivités locales urbaines seront encouragées à promouvoir la modernisation des normes de construction et de la planification urbaine.

[En savoir plus](#)

L'État indien de l'Odisha inaugure un centre de données hydrologiques pour une gestion efficace de l'eau.

Le gouvernement de l'Odisha, un État situé sur la côte est de l'Inde, vient d'inaugurer un centre de données hydrologiques sous l'égide du département des ressources en eau pour une gestion et une utilisation optimisées de l'eau. Outre l'analyse scientifique des prévisions météorologiques, le centre de données fournira des informations en temps réel telles que le niveau des nappes phréatiques, la qualité de l'eau et les mesures de stockage des masses d'eau à divers départements de l'État en charge de l'agriculture, l'eau potable, l'environnement, ainsi que la gestion des catastrophes. Le centre de données est également relié à un centre de commande et de contrôle intégré et un logiciel spécifique de planification des ressources est en cours de développement pour une meilleure coordination interdépartementale.

[En savoir plus](#)

Environnement

Les experts de différentes institutions recommandent l'adoption d'une approche holistique sur le long terme pour lutter contre la pollution atmosphérique dans la région de Delhi.

Les experts de la Commission de la gestion de la qualité de l'air de Delhi soulignent la nécessité d'une approche à long terme pour lutter contre la pollution de l'air dans la région. Une étude sur les causes de la pollution de l'air à Delhi entre 1990 et 2022 révèle que le transport routier est le principal contributeur, suivi de près par d'autres secteurs tels que la cuisine résidentielle, le chauffage, la combustion de déchets à ciel ouvert et l'industrie. Malgré des mesures prises afin de réduire la pollution de l'air telles que le développement de lignes de métro, l'utilisation obligatoire du gaz naturel comprimé (GNC) pour les bus et la mise en place de normes d'émissions de polluants pour les véhicules, la croissance continue du nombre de véhicules neutralise l'effet positif de ces mesures sur la pollution de l'air à Delhi.

Le pic saisonnier de pollution, marqué par les brûlis agricoles chaumes et les célébrations de Diwali, expose la population à des risques mortels. Les experts préconisent une approche continue pour réduire les émissions à la source, en se concentrant sur les principales sources de pollution comme le transport et la cuisson, et en renforçant les infrastructures de transport public. Ils recommandent également d'intégrer les impacts sur la santé dans les normes nationales de qualité de l'air ambiant et de mettre en place une gestion scientifique et systématique de la pollution de l'air, y compris des stations de surveillance en continu et une coordination interétatique. La Cour suprême a ordonné l'arrêt immédiat des brûlis par les gouvernements des États périphériques de Delhi et encourage la diversification des cultures pour réduire la dépendance au riz, une source majeure de déchets agricoles brûlés à ciel ouvert et contribuant à la pollution atmosphérique.

[En savoir plus](#)

Des experts demandent aux gouvernements national et de l'Odisha de mettre en place des mesures de protection pour faire au déclin alarmant de la population de limules dans les eaux côtières et les mangroves de l'Odisha.

Les limules (arthropodes marins ressemblant à des crabes), considérés comme des fossiles vivants et inscrits

en 2009 dans l'Annexe IV de la Loi sur la protection de la faune sauvage de 1972 en Inde, font face à un déclin alarmant le long de la côte et les mangroves d'Odisha, sur la côte Est de l'Inde. Bien que les scientifiques aient appelé le gouvernement à mettre en place des mesures de protection robustes et un plan de reproduction des espèces, peu d'actions ont été entreprises. Leur sang bleu, utilisé en médecine pour ses propriétés coagulantes, est une ressource critique pour les applications médicales, tels que les vaccins. Alors que les experts demandent des actions immédiates pour sauvegarder ces fossiles vivants, les altérations du littoral, la montée du niveau de la mer, la perte d'habitat, les activités de pêche non réglementées et l'absence d'intervention menacent de faire disparaître les limules de l'écosystème du littoral de l'Odisha.

[En savoir plus](#)

L'Inde lance un système d'échange volontaire de crédits verts récompensant les activités vertueuses pour l'environnement mais des précisions sur sa mise en œuvre restent à définir.

L'Inde introduit un système de crédits verts récompensant les activités vertueuses pour l'environnement marché sur les crédits verts dans le cadre de l'initiative LiFE (lifestyle for environment) portée par l'Inde lors de sa présidence du G20. Le ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique a publié cette directive le 13 octobre dernier. La réglementation définit les crédits verts comme des unités incitatives pour des activités bénéfiques pour l'environnement telles que la reforestation, la gestion de l'eau et la réduction de la pollution de l'air. Elle encourage non seulement les industries et entreprises légalement tenues à des obligations environnementales, mais aussi d'autres entités à entreprendre volontairement des actions positives pour l'environnement en échangeant ces crédits verts sur une plateforme numérique qui sera gérée par l'*Indian Council of Forestry Research and Education*. Cependant, les crédits verts obtenus pour remplir une obligation légale ne pourront pas être échangés sur ce marché.

Plusieurs points restent néanmoins à éclaircir : la méthodologie pour le calcul de ces nouveaux crédits ou encore l'articulation de ce nouveau marché avec le marché carbone national – des activités pouvant générer des crédits sur ces deux marchés. Par ailleurs, il n'est pas précisé à ce stade si un mécanisme permettra de soutenir la demande de crédits verts.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Numérique

L'Etat indien annonce que 27 entreprises vont bénéficier du nouveau programme d'incitation à la production locale de matériel informatique.

Des entreprises mondiales de matériel informatique telles que Acer, Asus, Dell, Foxconn, HP et Lenovo figurent parmi les 27 entreprises qui vont bénéficier du second programme d'incitation à la production locale dédiée à ces équipements en Inde (Production Linked Incentives - PLI). Le programme PLI pour le matériel informatique est doté d'un budget de 2,5 Mds EUR sur six ans et couvre un large spectre d'équipements informatiques (ordinateurs portables, tablettes, ordinateurs personnels, serveurs et d'autres dispositifs informatiques plus petits).

Le Ministre de l'électronique et des technologies de l'information, M. Ashwini Vaishnaw a annoncé que 23 des entreprises lauréates sont prêtes à démarrer la production immédiatement et les quatre autres commenceront à produire dans les 90 prochains jours. Ces entreprises devraient réaliser un investissement total cumulé de 300 M USD et créer près de 200 000 emplois directs et indirects. Le gouvernement espère développer une industrie locale de matériel informatique, avec comme objectif un volume de production de 25 Mds USD dont plus de 50% serait exporté d'ici 2025-26.

[En savoir plus](#)

Le projet de loi indien « *Broadcasting Services Regulation* » soulève des inquiétudes sur l'ampleur de la régulation des services par contournement et sur la nature du régulateur.

Le gouvernement indien a publié le 10 novembre 2023 un projet de loi intitulé « *Broadcasting Services Regulation* » pour remplacer la loi de 1995 sur les réseaux de télévision par câble « *Cable Television Networks (Regulation) Act* ». Le projet de loi vise à réglementer les services par contournement (*over-the-top service*, OTT en anglais) tels que les plateformes de streaming (Netflix, Amazon prime, Disney Hotstar) et les applications de communication telles que WhatsApp, Telegram et Signal. Le projet de loi propose de créer un comité d'évaluation du contenu de ces plateformes et applications qui sera chargé de certifier tout contenu avant sa diffusion. L'industrie et les experts ont exprimé leurs inquiétudes quant à la possibilité d'une censure généralisée et à la difficulté à

mettre en place comme principal régulateur le gouvernement indien représenté par les trois ministères concernés : le ministère de l'électronique et des technologies de l'information, le ministère des télécommunications ou le ministère de l'information et de la radiodiffusion.

[En savoir plus](#)

La société d'internet par satellite OneWeb a reçu l'autorisation de lancer des services commerciaux en Inde.

OneWeb India a reçu l'autorisation du Centre national indien de promotion et d'autorisation spatiale (IN-Space) de lancer des services commerciaux d'internet à haut débit par satellite dans le pays. Il s'agit de la première société de communication par satellite à recevoir cette autorisation et l'entreprise devrait débiter ses activités dès que l'attribution des fréquences sera achevée par l'Etat indien. La société a également obtenu des licences du ministère des télécommunications pour la fourniture de services internet à haut débit et a reçu les accords de principe des États du Gujarat et du Tamil Nadu pour la mise en place de stations de transmission de données. OneWeb est devenue une filiale à 100 % de la société française Eutelsat Communications SA à la suite d'une fusion avec le groupe indien Bharti Airtel. La nouvelle entité, le groupe Eutelsat, a pour principal actionnaire Bharti Airtel (21,2 %), ainsi que l'Etat britannique (10,89 %), Softbank (10,89 %), Hanwha Systems (5,44 %), BPI (13,59 %) et Lazard Asset management (3,3 %).

[En savoir plus](#)

La société française Thomson Computing et son partenaire indien Sahasra Group ont été approuvés dans le cadre de la PLI 2.0 pour la fabrication de matériel informatique en Inde.

Thomson Computing, une entreprise française d'électronique, et son partenaire indien Sahasra Group fabriqueront bientôt des ordinateurs portables et des tablettes en Inde dans le cadre du régime d'incitation lié à la production 2.0 (PLI 2.0, cf. supra). L'entreprise s'est également associée à trois distributeurs pour répondre aux besoins du marché indien : 1) ANA business ventures pour les solutions gouvernementales et commerciales via la plateforme gouvernementale de commerce électronique (GeM), 2) Digital Compusystems pour vendre des produits dans des magasins de détail multibranches et enfin 3) des plateformes en ligne telles que Flipkart, Amazon India, etc. [En savoir plus](#)



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Delhi
110021, INDIA

Rédacteurs : Logan PASBEAU, Feli VISCO, Shefali RAJPAL, Marie
KHATER

Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>